

# Commission Nouvelles responsabilités entrepreneuriales

*Agir ensemble pour une croissance responsable*

| Mars 2021



# ACTUALITES DU MEDEF

# PJL Climat et résilience (CCC)

## Première lecture

- **Assemblée nationale**
  - Commission spéciale : du 8 au 18 mars (+5000 amendements déposés)
  - Séance publique : début lundi 29 mars
- **Sénat (à confirmer)**
  - Fin mai : début de l'examen du texte en commission
  - A partir de mi-juin : début de l'examen en séance publique

## Sur la forme (tenue des débats parlementaires)

- **Modalités de tenue des débats particulières** (contexte sanitaire; examen du PJL C° révisant l'article 1er de la C°)
- **Recevabilité des amendements au titre de l'article 45 de la Constitution** (cavaliers législatifs)
- **Temps législatif programmé en vue de la SP** (art. 49 et 55 du règlement de l'AN)

# Bilan des premiers amendements adoptés

## Satisfaction

- **vrac** → adaptation possible de l'objectif de vente en vrac
- **consigne verre** → suppression de la généralisation, trajectoire définie suite bilan de l'observatoire du réemploi
- **vente véhicules neufs très émetteurs** → formulation plus précise, référence à la LOM.

## Demi satisfaction :

- **affichage environnemental** → confusion entre affichage environnemental et information consommateur, absence référence à la réglementation européenne
- **publicité dans les vitrines** → restriction aux enseignes lumineuses mais manque la référence au droit de la concurrence
- **Oui pub** → introduction d'exemption sectorielle mais absence de renvoi à un décret pour définir le contenu des bilans

- **échantillon** → suppression de la demande expresse du consommateur mais manque la référence au code de la consommation

## Opposition Medef

- **Marchés publics** → renforcement des clauses environnementales
- **CSE** → augmentation des moyens du CSE, renforcement des règles de consultation
- **Toitures végétalisée** → extension aux immeubles professionnels, introduction des rénovations lourdes
- **ZFE** → restriction du champ des dérogation et extension aux véhicules utilitaires
- **Ecotaxe** → fléchage des contributions régionales

# Les points de vigilance à venir

- **Artificialisation** → territorialisation de l'objectif de ZAN contraire à la demande Medef de péréquation nationale
- **Interdiction zones commerciales** → restriction des conditions de dérogations ; extension de l'interdiction de zones commerciales aux entrepôts logistiques du e-commerce
- **Ecocide** :
  - Remise en cause des conditions liées à la **gravité et à la durabilité du risque d'atteintes ou des atteintes** aux milieux naturels avec maintien de **sanctions disproportionnées**
  - **Aggravation de nombreuses sanctions pénales** du code de l'environnement en sus des nouvelles infractions
  - Extension de la récidive aux **infractions « voisines » au lieu d' « identiques »**
  - Facilitation des **actions en justice associatives** par différentes mesures , avec un risque majeur d'accroissement des contentieux et de blocage de l'activité économique
- **A noter** : amendements relatifs à **l'impact environnemental du numérique**, l'obligation du **FMD** et des **plans de mobilité durable**, la définition du **greenwashing**, l'encadrement juridique des **engagements volontaires**, au renforcement du **télétravail**, à la **conditionnalité des aides publiques** ont été rejetés ou déclarés irrecevables → mais possible réintroduction en séance publique ou au Sénat.

# Agenda économique et social autonome

Pour un paritarisme utile	Mise en place d'un organisme paritaire de gestion de la branche ATMP
	Evaluation de la loi du 5 septembre 2018 sur la formation professionnelle
	Améliorer et renforcer la justice prud'homale
Pour un paritarisme renouvelé	Modernisation du paritarisme : évaluation et amélioration de l'ANI du 17/02/12
	Gouvernance des groupes paritaires de protection sociale (ANI du 08/07/09)
<b>Pour un paritarisme accompagnant les entreprises et les salariés à gérer les transitions</b>	<b>Comment promouvoir la mobilité sociale dans le monde professionnel ?</b>
	<b>IA et emploi : décliner l'accord européen du 22/06/20 sur le numérique</b>
	<b>Transition climatique et énergétique dans l'entreprise</b>

# ETUDE SUR LA QUALITE DE VIE DU DIRIGEANT

# Résultats de l'étude Qualité de vie du dirigeant (QVD)

## Contexte :

- Début 2017, dans le cadre de son groupe de travail sur la Qualité de Vie au Travail (QVT), le Medef a constaté qu'il n'existait aucun outil pour mesurer la QVD
- **Lancement du projet sur la QVD en partenariat avec Supermood** : réalisation de deux enquêtes centrées sur les dirigeants pendant la crise sanitaire
- **Objectif** : observer les tendances de la QVD dans le contexte de la crise et dégager des axes de travail pour les Medef Territoriaux et fédérations professionnelles afin d'accompagner au mieux les chefs d'entreprise.

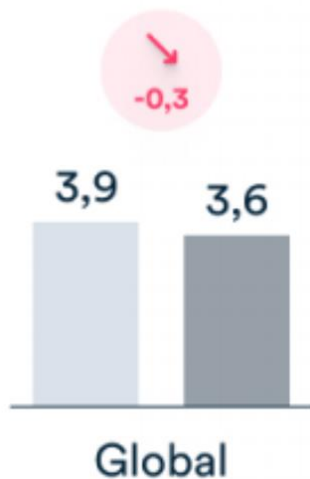
## Analyse autour de 7 leviers :

- Relation et leadership
- Climat et environnement de travail
- Feedback et reconnaissance
- Sens et attributs
- Autonomie et influence
- Talents et apprentissage
- Rémunération et conditions



# Le moral des dirigeants est en baisse depuis 2020

"Je garde le moral malgré la situation" (2020 vs. 2021)



Principalement dans les entreprises de moins de 50 salariés

3 catégories de facteurs :

- équilibre de vie
- santé de l'entreprise
- relations avec les équipes

1ers résultats, l'analyse est en cours et l'étude complète vous sera envoyée.

Save the date: webinaire management le 6 avril à 9h

# Les réactions des dirigeants face à la crise

Réaction	Données	Levier concerné
Dispositifs d'accompagnement à destination des dirigeants	<ul style="list-style-type: none"><li>• 23% des chefs d'entreprise ont fait appel à un dispositif d'accompagnement</li><li>• demande particulièrement élevée chez les dirigeants des entreprises de moins de 20 salariés.</li></ul>	Relation et leadership
Dispositifs d'accompagnement des salariés	<ul style="list-style-type: none"><li>• 42% des entreprises de plus de 100 salariés ont mis en place un dispositif contre 8% pour celles de moins de 20 salariés.</li></ul>	Relation et leadership
Evolution de la stratégie et de l'organisation d'équipe	<ul style="list-style-type: none"><li>• 66% des entreprises ont fait évoluer leur stratégie (principalement <u>moins de</u> 100 salariés)</li><li>• 67% ont innové dans leur organisation d'équipe (principalement <u>plus de</u> 100 salariés)</li></ul>	Talents et apprentissages

# Les perspectives pour 2021

- **La responsabilité des entreprises renforcée**

79% considèrent que la crise a renforcé leur sentiment de jouer un rôle important au sein de notre société. Les dirigeants attaquent 2021 avec la conviction que leur entreprise est utile socialement et de façon homogène.

- **Une vision optimiste sur la création d'emploi**

93% des entreprises de plus de 100 salariés ont bonne espoir de pouvoir ouvrir les recrutements dans les prochains mois. En revanche, seulement 46% des très petites entreprises pensent cela.

- **L'engagement des salariés non altéré**

68% des répondants ne pensent pas que la crise altère la fidélité des collaborateurs. Le baromètre Supermood sur les salariés montre que l'engagement des salariés reste stable, cependant leur moral est en tendance baissière depuis mars 2020.

- **Les femmes particulièrement touchées**

Niveau de stress négatif, la dégradation de l'équilibre vie pro/vie perso et une mauvaise qualité de sommeil

**Un besoin de renforcer les dispositifs d'accompagnement pour les petites entreprises notamment sur l'accompagnement des salariés/leur engagement, l'accompagnement des dirigeants, l'équilibre de vie et l'innovation managériale**

# ACTUALITES DE LA COMMISSION

# Égalité économique et professionnelle (PPL Rixain)

Proposition de loi composée de 9 articles

## Décryptage de deux articles :

**Article 6 :** obligation de publication de l'ensemble des indicateurs constitutifs du score global des entreprises, ainsi que des mesures de correction.

→ **Avis défavorable :** actuellement, les entreprises qui ont moins de 75/100, doivent mettre en place un plan d'action mais n'ont pas l'obligation de fixer des objectifs de progression pour chacun de ces indicateurs et seule la note globale de l'Index est publiée sur leur site internet. Un plan d'action par indicateur n'a aucun sens.

**Article 7** « prévoit que les entreprises de plus de 1000 salariés publient, chaque année, une photographie genrée des 10% de postes à plus forte responsabilité en leur sein dans le but d'atteindre une proportion minimale de représentation d'un sexe parmi ces postes de 30% à 5 ans et 40% à 8 ans ».

- Publication chaque année d'un indicateur relatif à la représentation des femmes dans les instances (modalités et méthodologie définies par décret).
- 5 ans après l'entrée en vigueur de la loi, publication d'un plan d'action pour permettre d'atteindre une représentation minimale de 30% du sexe sous représenté (modalités et méthodologie définies par décret).
- 8 ans après l'entrée en vigueur de la loi, publication d'un plan d'action pour permette d'atteindre une représentation minimale de 40% du sexe sous représenté (modalités et méthodologie définies par décret)
- Sanction 8 ans après l'entrée en vigueur de la loi : si les résultats obtenus par l'entreprise se situent en deçà d'un niveau défini par décret, l'entreprise dispose d'un délai de 2 ans pour se mettre en conformité. Pénalité fixée « au maximum à 2% de la masse salariale » (mise de jeu de la députée Rixain).

→ **Avis défavorable :** rédaction incohérente (« représentation minimale de 30 % puis 40% », seuil minimal défini par décret, ...), sanction disproportionnée, ... seul point de satisfaction : entreprises concernées >1000

# Point Plateforme RSE

- **Rapport sur les Labels RSE**
- **Lancement du GT Europe**
  - Animation : Frédérique Lelouche, CFDT, présidente de la Plateforme RSE
  - Co-rapporteuses : Danielle Auroi, Forum Citoyen, et Pauline Fiquémont, Medef
- **Saisine sur l'affichage social des produits et services**
  - Art. 15 de la loi n°2020-105 relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (Agec) → création d'un dispositif d'affichage environnemental ou environnemental et social
  - Affichage social : analyse de la chaine de valeur des produits ou services considérés
  - En lien avec les dispositions du devoir de vigilance et des ODD, pas de confusion avec la DPEF
  - Etude à remettre au 1<sup>er</sup> décembre avec un point intermédiaire à mi-juillet

# Point sur les initiatives autour du reporting extra-financier

France	PJL Climat et résilience (CCC)	Art. 33 ajoute des informations à la DPEF + plusieurs amendements autour de la DPEF
	Projet de plateforme ESG d'Olivia Grégoire	Réunion le jeudi 18 mars autour de la ministre (calendrier initialement annoncé : accès des entreprises à la plateforme en mars, publication des informations au grand public en septembre)
	Saisines de la Plateforme RSE et de l'ADEME	Saisines d'E. Borne, O. Grégoire et B. Pompilli sur l'affichage social (Plateforme RSE) et l'affichage environnemental (ADEME) des produits et services → rapport attendu pour décembre 2021 avec point d'étape en juillet
Europe	Taxonomy	Art. 8 (reporting) : <ul style="list-style-type: none"> <li>remise des rapports de l'ESMA, EBA et EIOPA à la Commission en février</li> <li>acte délégué prévu pour juin</li> </ul>
		Plateforme Finance durable et critères techniques : <ul style="list-style-type: none"> <li>Actes délégués sur les 2 premiers objectifs environnementaux (atténuation du changement climatique et adaptation au changement climatique) attendu pour avril</li> <li>Travail sur les 4 autres objectifs environnementaux (Utilisation durable et protection de l'eau et des ressources marines ; Transition vers une économie circulaire, prévention et recyclage des déchets ; Prévention et réduction de la pollution ; Protection et restauration des écosystèmes et de la biodiversité) → consultation en juin → rapport à la Commission pour septembre</li> <li>Lancement des travaux sur la taxonomie sociale</li> </ul>
	NFRD	Rapports de l'EFRAG (principes de standardisation et évolution de la gouvernance) remis à la Commission - Projet de texte autour du 21 avril
Monde	Fondation IFRS	Création d'un nouveau board sur le reporting extra-financier

# Journée Ascenseur et mobilité sociale en entreprise

- **22 avril, Journée complète autour de l'ascenseur et mobilité sociale, format 100% numérique**
- **Journée à construire en deux temps :**
  - Matinée : Colloque + restitution enquête de perception Medef sur l'ascenseur et la mobilité sociale en entreprise
  - Après-midi : Ateliers
- **Livrables :**
  - Replay du colloque
  - Synthèse de l'enquête de perception sur l'ascenseur et la mobilité sociale
  - Recensement des outils existants pour accompagner les entreprises
  - Podcasts sur des bonnes pratiques entreprise



# Rappel des autres travaux en cours

- Réunion du 6 avril
- Lancement de la **commission Jeunesses** :
  - Etat des lieux sur les jeunes
  - **Rassembler et mettre en visibilité les initiatives** développées par les entreprises et leur écosystème
  - **Formuler des propositions concrètes** sur la manière dont on peut faire des jeunes un investissement collectif des entreprises pour l'avenir
- et du **comité Inclusion par l'emploi**
- **Météo de la matérialité** : prochaine réunion du GT courant avril
- **Cartographie des acteurs associatifs** : recensement des pratiques initiées par les MT pour identifier les acteurs associatifs locaux.
- **Recensement des actions portées par les entreprises en matière d'égalité des chances**